

## Voeux

[Guillaume Duval](#) 01/01/2018 Alternatives Economiques n°375

•  
C'est la période des voeux, sacrifions donc à cette tradition. Il faut souhaiter tout d'abord qu'après la nouvelle dose de flexibilisation du marché du travail que nous venons de subir, vienne enfin cette année le temps promis d'un peu plus de sécurité pour les salariés, même si, au vu des éléments dont on dispose, l'optimisme ne peut qu'être mesuré en la matière. On croise les doigts également pour qu'Antoine Deltour et Raphaël Halet, les lanceurs d'alerte du scandale LuxLeaks, soient (enfin) relaxés par la justice luxembourgeoise et que l'année 2018 marque des avancées décisives dans la lutte contre les paradis fiscaux.

On espère aussi, qu'au-delà de ses grands discours à ce sujet, Emmanuel Macron parviendra à relancer effectivement la construction européenne dans un sens plus social et plus solidaire. Quant à Donald Trump, s'il pouvait perdre les élections de *mid term* à l'automne prochain, le monde deviendrait quand même un peu moins dangereux et les chances de pouvoir lutter efficacement contre le changement climatique s'amélioreraient...

Mais il y a un sujet particulier sur lequel je souhaiterais m'appesantir : la question des réfugiés. En février 2016, Emmanuel Macron s'était nettement démarqué de Manuel Valls lorsque celui-ci était allé critiquer la politique d'accueil d'Angela Merkel à Munich. Et notre nouveau président ne manque jamais une occasion de faire référence à l'histoire glorieuse de la "patrie des droits de l'homme". Pourtant, depuis son arrivée au pouvoir, c'est au contraire à un durcissement sensible de la politique française en matière de réfugiés qu'on a assisté, sous la houlette du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Bien sûr, la France n'est pas l'Allemagne : elle a notamment beaucoup plus de chômeurs. Mais la question n'est plus aujourd'hui d'accueillir ou non plus d'un million de réfugiés en l'espace de quelques semaines, comme cela a pu être le cas chez nos voisins en 2015. Elle est de cesser de pourchasser quelques dizaines de milliers de personnes, mais de les recevoir dignement dans un pays de 66 millions d'habitants qui est aussi la sixième puissance économique du monde. En 2018, faisons le nécessaire pour que le gouvernement français se montre enfin à la hauteur de l'histoire et des valeurs de la République.